



À SITUATION EXCEPTIONNELLE, MOYENS EXCEPTIONNELS (OU JUSTE NORMAUX ?)

Tous et toutes en grève le 26 janvier !

RAS-LE-BOL, COLÈRE, ÉPUISEMENT

Depuis la rentrée de septembre, le ras-le-bol face au mépris de notre hiérarchie, la colère et l'épuisement sont profonds chez l'ensemble des travailleurs et des travailleuses de l'éducation. **Nous nous évertuons depuis des mois à tenter de mettre en œuvre des protocoles** – aujourd'hui « renforcés » mais toujours sans moyens – afin de protéger notre santé, celle des élèves et de leurs proches. Beaucoup de personnels, d'équipes, d'établissements, mais aussi d'enfants, se trouvent **aujourd'hui au bord de l'implosion**. Si nous voulons l'éviter, **il nous faut du temps en commun et des moyens**. L'urgence est là, et non pas dans une énième salve d'évaluations nationales en CP, en maternelle ou ailleurs (énième changement du Bac...). Et encore moins dans une nouvelle offensive contre les réseaux d'éducation prioritaire.

Le **manque de remplaçantes et de remplaçants** dans les équipes enseignantes, d'Atsem, d'animation, d'AESH, d'AED, d'agents de service... s'ajoute au manque de personnel structurel et déjà existant. Cela cause de constants **dysfonctionnements** et pèse sur tout le monde.

DES MOYENS HUMAINS POUR NOS ÉLÈVES

Le **désarroi et l'anxiété des élèves**, dans ce contexte difficile, s'ajoutent aux **effets du confinement** sur le plan scolaire et social. La nécessité de rétablir un **cadre de travail serein**, de pouvoir échanger en petits groupes, d'utiliser des outils particuliers (théâtre, arts visuels...) implique des moyens. Cela impose des aménagements du temps scolaire et périscolaire, comme du temps de travail des personnels, ainsi que des moyens humains via un renfort du personnel des équipes éducatives. Nous voulons travailler avec des Rased complets, solliciter des interventions extérieures et donc **disposer de davantage de temps pour organiser ce travail**.

Face à cette situation exceptionnelle, il nous faut des moyens exceptionnels (normaux ?). Et **ce n'est pas le télé-travail qui pourra répondre à ces besoins**, comme le premier confinement nous l'a prouvé. L'aumône de 150 euros consentie par Blanquer n'y changera rien (sera-t-elle seulement versée ?).

DES AUGMENTATIONS DE REVENUS POUR TOUTES ET TOUS

Face au **gel des salaires depuis des années**, la seule réponse de Blanquer est un geste ridicule qui ne compense pas les pertes subies et ne concerne que les premiers échelons. Le reste de la politique de revalorisation n'est basée que sur le développement de **nouvelles primes**, dont il a été démontré qu'elles étaient un outil managérial permettant d'asservir davantage les personnels, tout en accroissant les inégalités de salaires entre eux.

En contrepartie, **une nouvelle politique d'évaluation des établissements est en train de se déployer**. On va nous demander de nous évaluer nous-même et de nous fixer des objectifs. On nous demandera ensuite des comptes sur l'atteinte de nos propres objectifs, avec bien sûr le risque que les moyens attribués à l'établissement en dépendent !

LA LIBERTÉ EN MODE BLANQUER

Au moment de l'assassinat de notre collègue Samuel Paty, Blanquer s'est présenté en grand défenseur des libertés, mais dans les faits **la liberté pédagogique est régulièrement attaquée**. Il parle déjà d'imposer un nouveau manuel de lecture produit par le ministère lui-même, alors que la méthode n'est pas approuvée scientifiquement et par les pairs ! Il veut faire de nous de simples exécutant-es de méthodes venues de sa neuroscience et du prêt-à-penser du très libéral Institut Montaigne.



L'article 1 de la loi sur « l'école de la confiance », c'est taisez-vous. Face aux mobilisations des lycéennes, des lycéens et des profs, c'est la **répression policière ou administrative**. La seule réponse que Blanquer, Macron et leur clique semblent capables de fournir face à notre désarroi ou notre colère, c'est la privation de libertés et la répression, à l'image de la **loi sécurité globale**.

NE LES LAISSONS PLUS FAIRE !

Nous revendiquons :

- **des moyens pour la protection des personnels et des élèves**
- **des moyens pour le bon fonctionnement des écoles**
- **la reconnaissance de la charge de travail des personnels**

Le détail de nos revendications est consultable sur notre site cnt-f.org/ul.rennes



RECEVEZ UN NUMÉRO GRATUIT DE LA MAUVAISE HERBE REVUE DE LA CNT ÉDUCATION
Merci de remplir ce formulaire et de nous le renvoyer pour recevoir gratuitement le prochain numéro.

Nom : Prénom : Adresse : Code Postal :

Ville : Pays : Profession : Mail :

LA MAUVAISE HERBE - CNT-FTE, 33 rue des Vignoles 75020 Paris